

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

En août 2025, le contexte sécuritaire dans la province a été marqué par la poursuite des affrontements armés dans plusieurs localités, notamment à Masisi, provoquant d'importants déplacements de population. L'environnement protecteur des civils resterait gravement perturbé par la recrudescence du banditisme et les incursions de groupes armés dans diverses zones.

Territoire de Nyiragongo et ville de Goma :

- Des incursions menées par des groupes armés et bandits auraient visé des civils dans les zones riveraines du Parc des Virunga, avec des cas de meurtres et d'enlèvements signalés.
- Des attaques sporadiques auraient également été enregistrées contre un groupe armé rival dans les quartiers périphériques de Goma.

Territoire de Masisi :

- Les affrontements entre groupes armés se seraient poursuivis pour le contrôle de plusieurs localités, en particulier dans les groupements de Bapfuna, Biiri, Bashali-Mukoto, Bashali-Kaembe et Buabo.
- La contamination par les restes explosifs de guerre (REG) continue de provoquer des victimes, particulièrement dans la localité de Saké.
- Des embuscades auraient été enregistrées sur les axes Masisi-Nyabiondo, Nyabiondo-Kafunsi, Bukombo-Loashi, Nyabiondo-Mabambya et Kaanja-Kashebere. Menées par des groupes armés, elles visaient principalement le pillage de biens et d'argent des populations civiles.
- Un groupe armé aurait incendié plusieurs habitations civiles dans le groupement Biiri. Ces maisons appartiendraient à des personnes déplacées internes (PDI) hébergées à Masisi Centre, qui auraient hésité à regagner leurs localités d'origine suite à une instruction imposée par ce groupe armé.

Territoire de Rutshuru :

- Des attaques menées par un groupe armé contre des positions rivales dans le Parc national des Virunga (Binza, Kihondo, Kanyabayonga, Bambu) auraient entraîné des représailles contre des civils.

Territoires de Lubero :

- À Bukununu (nord du territoire), des affrontements entre groupes armés auraient provoqué des déplacements massifs.
- Sur l'axe Mangurujipa, un groupe armé continuerait de s'en prendre aux civils lors de ses incursions dans plusieurs villages. Ces attaques rendent particulièrement vulnérables les agriculteurs se rendant aux champs.

Territoires de Beni :

- Les attaques et embuscades meurtrières menées par un groupe armé se seraient intensifiées dans la zone de santé d'Oïcha.

Territoires de Walikale :

- Des affrontements auraient opposé plusieurs groupes armés dans le groupement de Kisimba. Un groupe chercherait à étendre sa zone de contrôle, tandis que ses rivaux renforceraient leur présence dans la région.

PRINCIPALES TENDANCES

Août 2025


1 335
Violations et abus identifiés
 **-5%**
diminution par rapport au mois de juillet 2025.

1 369
Victimes identifiées
 **-26%**
diminution par rapport au mois de juillet 2025.

Evolution mensuelle



- Localités affectées** : La couverture du monitoring de protection a atteint **20** zones de santé en août 2025. Le territoire de Masisi demeure le plus affecté avec **41.5%** des violations identifiées, suivi du territoire de Beni (24.6%) et du Nyiragongo qui cumule 11.5%. Malgré une baisse globale de 5%, une hausse de violations et d'abus est constatée dans les territoires de Masisi et Beni avec des augmentations respectives de 16% et 28% par rapport au mois de juillet 2025. La couverture reste toujours faible notamment dans le territoire de Walikale, où seule la zone de santé de Pinga a été couverte, tandis que le territoire de Butembo et la ville de Beni n'ont pas été couverts, due à l'insécurité et la faible capacité des acteurs présents.
- Incidents majeurs** : Les principales violations recensées sont les coups et blessures, les enlèvements ou disparitions forcées, les pillages de biens et les homicides. Depuis le début de 2025, les coups et blessures restent prédominants (18 %), suivis des homicides (17 %) et des enlèvements/disparitions forcées (16 %).
- Violences sexuelles basées sur le genre (VBG)** : En août 2025, un total de 186 allégations de violences basées sur le genre (VBG) ont été recensées, dont **166** cas de viol, représentant près de **89%**. Cette tendance préoccupante reste constante depuis le début de l'année.
- Atteintes aux droits à la vie** : En août 2025, **168** cas d'homicides ont été recensés, représentant **43%** des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique. Depuis le début de l'année, les homicides constituent la deuxième violation la plus fréquente dans la province. Les territoires les plus touchés sont Lubero (33 %), Masisi (25 %), Beni (17 %), Nyiragongo et Goma (18%), Rutshuru (6%) et Walikale (1%).
- Population affectée** : Les populations retournées restent les principales victimes. Au cours de la période, **852** violations individuelles et communautaires ont été recensées, affectant plus de **941** personnes retournées, soit **68.7%** des victimes.



Accéder à la cartographie des acteurs de monitoring en cliquant sur l'image suivante:



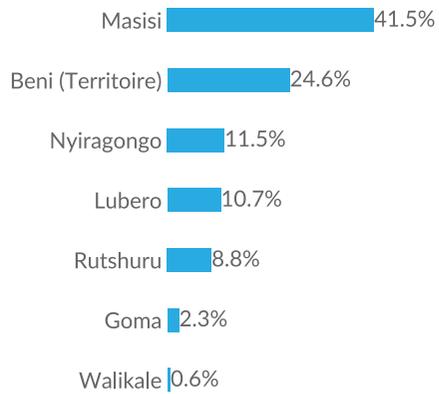
TENDANCES GLOBALES



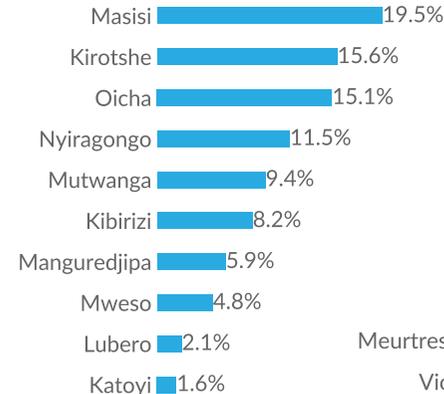
CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES



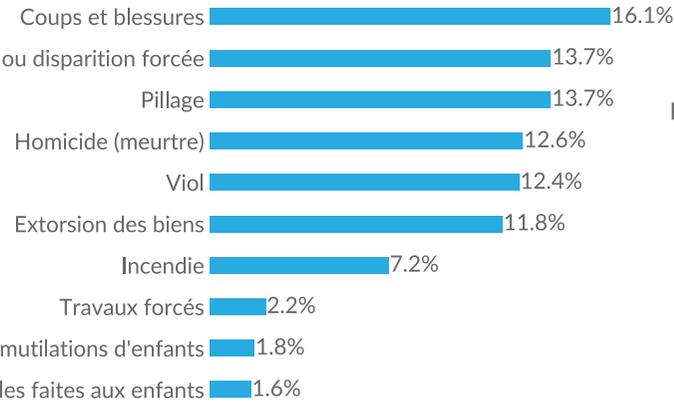
VIOLATIONS PAR TERRITOIRES & VILLES



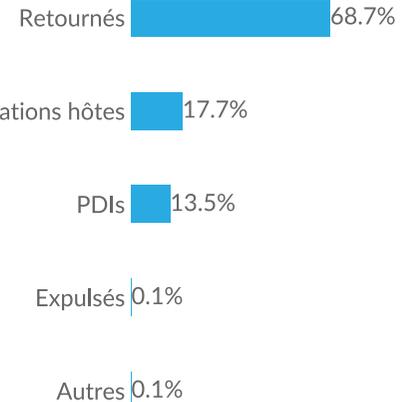
TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ PAR VIOLATIONS



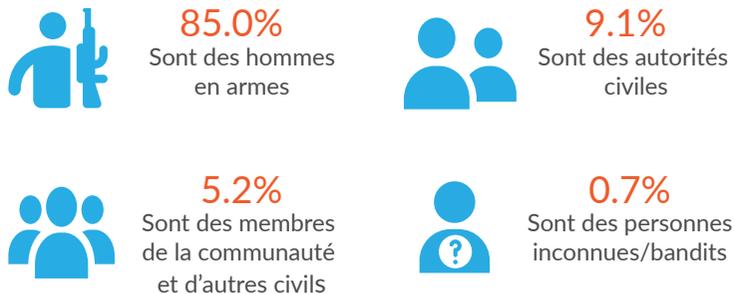
TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



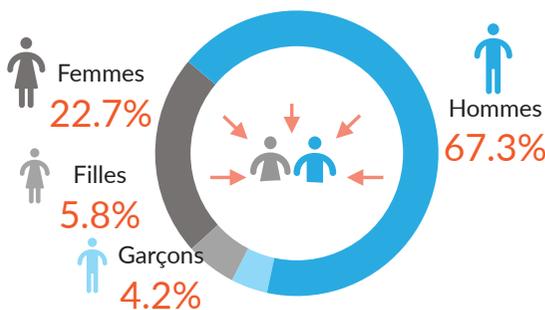
STATUT DES VICTIMES



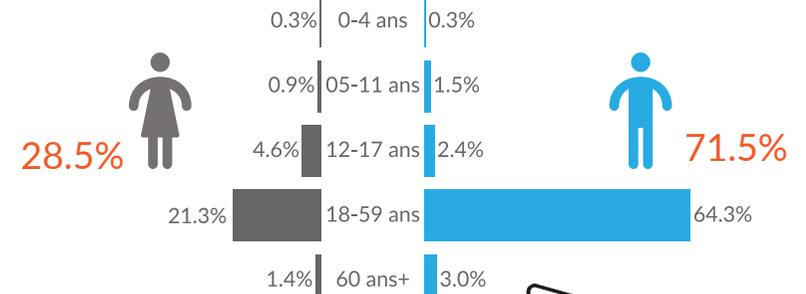
PROFIL DES AUTEURS PRÉSUMÉS



VICTIMES PAR GENRE



PROFIL DES VICTIMES (Sexe/âge)



SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



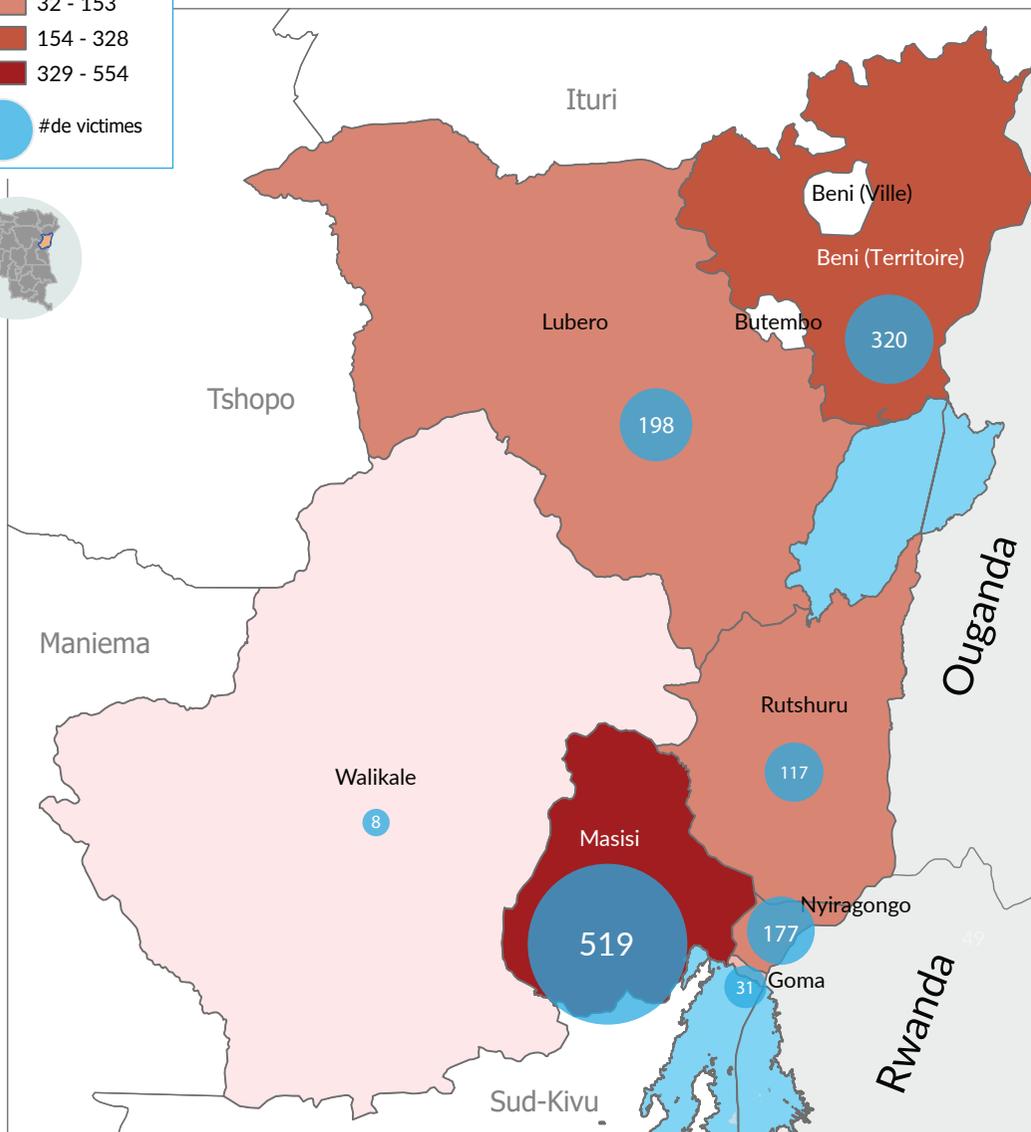
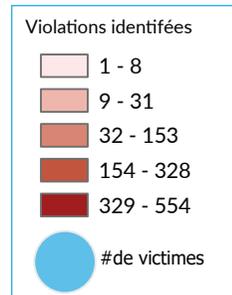
1 335

Cas de violations
et abus identifiés

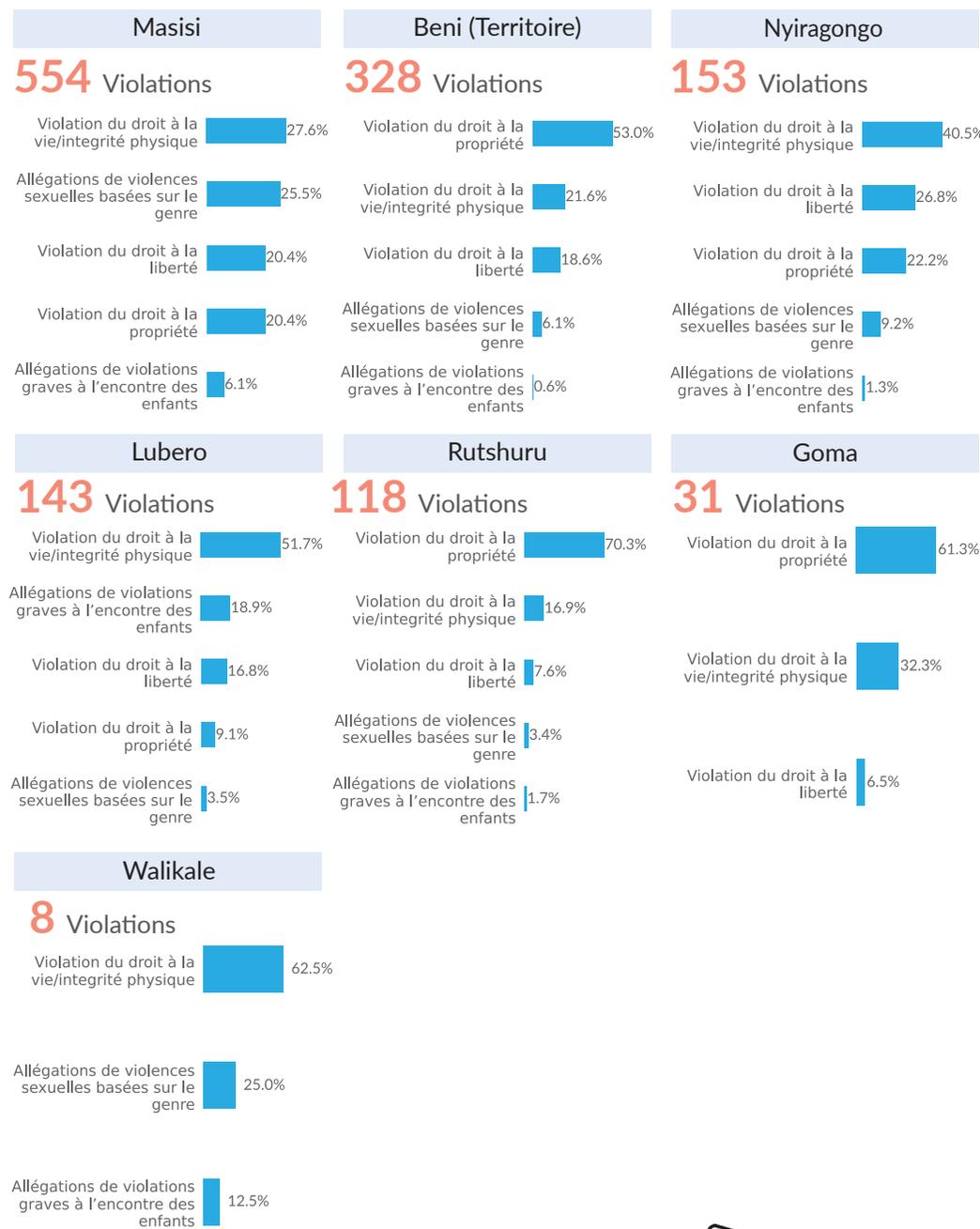


1 369

Victimes identifiées



TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES

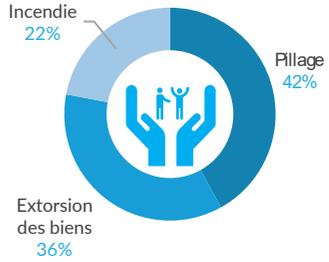


Les frontières, les noms indiqués et les désignations employés sur la carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

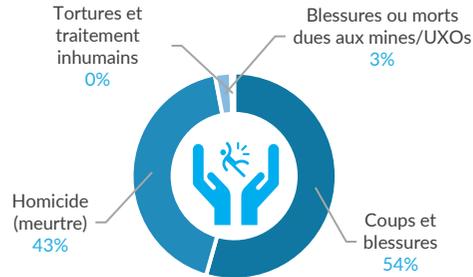


ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATION

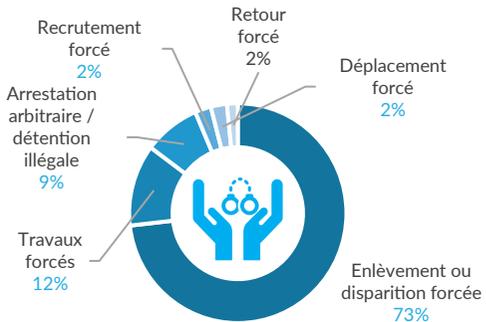
436 Violation du droit à la propriété
(32.7%)



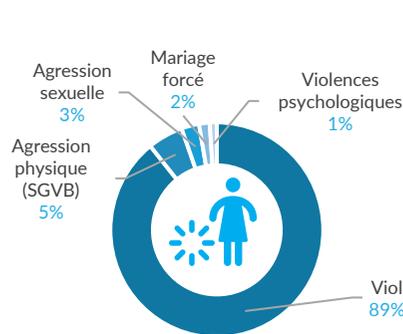
395 Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique
(29.6)



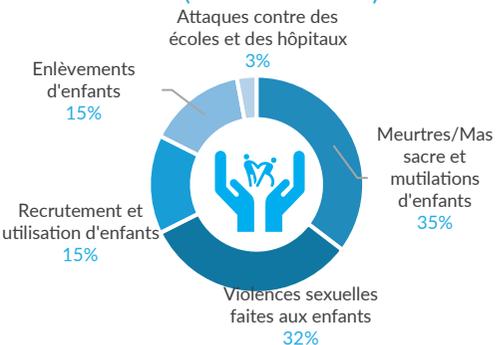
250 Violation du droit à la liberté
(18.7%)



186 Allégations de violences sexuelles basées sur le genre
(13.9%)



68 Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (Resolution 1612)
(5.1%)



ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

En août 2025, la situation sécuritaire dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Walikale, Nyiragongo, Lubero et Beni reste très préoccupante. Les combats entre multiples groupes armés ont entraîné de nombreuses victimes civiles, des violences sexuelles, des pillages et des destructions de biens, provoquant des déplacements massifs vers des zones jugées plus sûres.

Les enfants et femmes ont été particulièrement exposés aux violences et aux restes explosifs de guerre, tandis que l'accès aux moyens de subsistance et aux services essentiels est fortement restreint.

Les principaux risques de protection incluent les violences sexuelles, les enlèvements, les expulsions forcées, l'exploitation des agriculteurs et la perte de logement ou de biens. La combinaison de ces facteurs accentue la vulnérabilité des populations et crée des besoins humanitaires urgents en protection, nourriture et abris.

Violences sexuelles basées sur le genre



En août 2025, les femmes et filles ont été fortement exposées aux violences basées sur le genre (VBG). Elles subissent des viols à domicile, lors d'incursions de groupes armés ou dans les champs, et sont également vulnérables aux enlèvements et représailles. Les déplacements massifs, l'insécurité dans les zones de refuge et l'accès limité aux services de santé aggravent leur vulnérabilité. La prévention et la réponse aux VBG nécessitent des interventions urgentes, notamment un accès sécurisé aux soins médicaux, psychosociaux et légaux.

Protection de l'Enfant



En août 2025, les enfants ont été exposés à de multiples risques de protection. Ils sont vulnérables aux blessures et à la mort lors des combats et à cause des restes explosifs de guerre, aux violences sexuelles, aux enlèvements et à l'exploitation. Les déplacements forcés, les difficultés d'accès à l'éducation, aux soins et à la sécurité alimentaire aggravent leur vulnérabilité. La protection des enfants nécessite des interventions urgentes incluant sensibilisation aux REG, prévention des violences sexuelles et soutien aux enfants déplacés.

Lutte Anti-Mines



Les affrontements armés récurrents impliquent un usage intensif d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. En août 2025, 41 restes explosifs de guerre (REG) ont été découverts, dont 35 à Beni et 6 à Goma et aux alentours. 2 incidents liés aux REG ont causé 4 victimes dans les territoires de Masisi et Lubero. La présence persistante de REG et d'engins explosifs improvisés (EEI) constitue une menace grave pour l'intégrité physique des populations et limite le déploiement des activités de résilience, notamment agricoles.

Logement, Terres & Propriétés



Les violations du droit à la propriété, qui représentent 32.7% des violations rapportées en août 2025, constituent un facteur important de risques liés à la terre et à la propriété au Nord-Kivu. Ces violations, telles que la destruction de biens ou les occupations secondaires, restent élevées dans les zones de retour. L'affaiblissement des mécanismes de règlement traditionnel accentue les risques de conflits LTP, ce qui peut nuire à la cohésion sociale, provoquer des conflits communautaires et freiner les activités de relance agricole.